

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 2215

[C — 2004/29203]

**12 MAI 2004. — Décret portant création de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse (1)**

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, il faut entendre par :

- 1° Conseil : le Conseil de la Communauté française;
- 2° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;
- 3° Observatoire : l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse, en abrégé : « OEJAJ »;
- 4° O.N.E. : l'Office de la Naissance et de l'Enfance;
- 5° Secrétaire général : Le(la) Secrétaire général(e) du Ministère de la Communauté française.

**Art. 2.** Il est créé, auprès du Gouvernement de la Communauté française, un Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la jeunesse.

L'Observatoire, les autres services du Gouvernement et l'O.N.E. collaborent étroitement.

CHAPITRE II. — *Missions*

**Art. 3.** L'Observatoire a pour missions :

1° de dresser un inventaire permanent :

a) des politiques et données sociales en matière d'enfance, de jeunesse et d'aide à la jeunesse notamment en ce qui concerne la santé, les loisirs, les modes d'expression et de participation, l'accueil des enfants et des jeunes, le décrochage scolaire, l'adoption ainsi que les personnes visées à l'article 2 du décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

b) des institutions et associations compétentes dans les matières de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse, de leur utilisation et de leur accessibilité;

2° d'élaborer des indicateurs en lien avec les données sociales visées sous 1°;

3° d'émettre des avis sur toute question relative aux matières qu'il traite, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, d'un membre de celui-ci, du(de la) Secrétaire général(e) ou de l'Administrateur(trice) général(e) de l'O.N.E.;

4° de réaliser ou faire réaliser des études et recherches scientifiques relatives aux matières qu'il traite, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, d'un membre de celui-ci, du(de la) Secrétaire général(e) ou de l'Administrateur(trice) général(e) de l'O.N.E. et de tenir un inventaire des études et recherches scientifiques réalisées en matière d'enfance, de jeunesse et d'aide à la jeunesse en Communauté française;

5° de mettre en œuvre pour la Communauté française les dispositions contenues aux articles 42 et 44 de la Convention internationale du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant;

6° de promouvoir et de faire connaître toute initiative dont l'objectif est d'améliorer la situation des enfants et des jeunes en Communauté française;

7° de faire des recommandations visant à favoriser la collaboration entre l'O.N.E. et les services du Gouvernement ainsi qu'entre ceux-ci et les associations.

**Art. 4.** L'Observatoire inscrit ses activités dans le cadre du réseau européen des Observatoires nationaux de l'enfance, dénommé « Child on Europe ». Il participe activement aux travaux dudit réseau en contribuant à son fonctionnement, son organisation, ses activités en vue d'organiser l'échange d'informations et de données et de promouvoir les bonnes pratiques à l'échelle européenne en matière d'enfance, de jeunesse et d'aide à la jeunesse.

L'Observatoire, après accord du(des) Ministre(s) compétent(s), établit avec tout autre organisme international ou étranger, fédéral, communautaire, régional ou local, de droit public ou privé, les collaborations nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

**Art. 5.** Aux fins de remplir la mission visée à l'article 3, 4°, tout rapport des études ou recherches concernant l'enfance, la jeunesse et l'aide à la jeunesse réalisées à l'initiative de la Communauté française ou subsidiées par celle-ci, sont transmis à l'Observatoire.

**Art. 6.** Aux fins de remplir la mission visée à l'article 3, 5°, il est créé au sein de l'Observatoire un groupe permanent de suivi de la Convention internationale du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant, ci-après dénommé groupe permanent CIDE.

Le groupe permanent CIDE est constitué de représentants des membres du Gouvernement ainsi que de représentants des administrations du Ministère de la Communauté française et de l'O.N.E., des conseils consultatifs dans les secteurs de l'enfance, la jeunesse et l'aide à la jeunesse, du Délégué général aux droits de l'enfant et des organisations non gouvernementales actives en matière de droits de l'enfant. Peuvent également y être invités des représentants d'autres administrations, notamment des administrations wallonnes et bruxelloises actives en matière d'enfance et de jeunesse, du Conseil et toute personne ou institution susceptible d'y apporter son expertise.

Le groupe permanent CIDE assure notamment, dans le respect de la spécificité et de l'autonomie de chacune de ses composantes, :

1° l'échange d'information et la concertation sur les initiatives et projets assurant la promotion et la mise en œuvre des droits de l'enfant, du niveau local au niveau international;

2° la préparation de la contribution de la Communauté française à la rédaction du rapport national visé par l'article 44 de la Convention internationale du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant et du rapport triennal visé par l'article 2 du décret du 28 janvier 2004 instaurant la réalisation d'un rapport sur l'application des principes de la Convention internationale des droits de l'enfant;

3° l'analyse et le suivi des recommandations du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, notamment l'élaboration d'un plan communautaire d'action relatif aux droits de l'enfant;

4° la préparation des travaux de la Commission nationale des droits de l'enfant;

5° la prise en compte de la parole des enfants. Le groupe permanent CIDE peut créer des sous-groupes de travail.

**Art. 7.** Chaque année avant le trente juin, l'Observatoire remet au Conseil et au Gouvernement, un rapport d'activités sur l'année écoulée. Est joint à ce rapport, élaboré en coordination avec les services du Gouvernement et l'O.N.E., un état des lieux de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse en Communauté française.

**Art. 8.** Les différentes productions résultant de ses missions, hormis celles visées à l'alinéa 2 du présent article, et le rapport d'activités de l'Observatoire sont rendus disponibles au public, notamment par l'intermédiaire de son site internet.

Les avis visés à l'article 3, 3°, ainsi que les recherches réalisées par ou à la demande de l'Observatoire conformément à l'article 3, 4°, sont rendus public par l'Observatoire sauf avis contraire du(des) commanditaire(s) dans le mois qui suit la réception par celui(ceux)-ci d'un avis ou d'un rapport de recherche, notamment par l'intermédiaire de son site internet.

### CHAPITRE III. — *Le comité d'accompagnement*

**Art. 9.** Un organe de réflexion, d'orientation et d'évaluation appelé comité d'accompagnement est chargé de remettre des avis, des conseils et des propositions à la demande du Conseil, du Gouvernement, de l'Observatoire ou d'initiative, sur les missions et les travaux de l'Observatoire. Il est également chargé d'approuver le rapport d'activité visé à l'article 7.

Le comité d'accompagnement est composé :

1° du(de la) Secrétaire général(e) ou de son(sa) délégué(e);

2° de l'administrateur(trice) général(e) de l'O.N.E. ou de son(sa) délégué(e);

3° du fonctionnaire général responsable de l'Enseignement ou de son(sa) représentant(e);

4° du fonctionnaire général responsable de l'administration de l'Aide à la Jeunesse ou de son(sa) représentant(e);

5° du fonctionnaire général responsable de l'administration de la Jeunesse ou de son(sa) représentant(e);

6° du fonctionnaire général responsable de l'administration du sport ou de son(sa) représentant(e);

7° du(de la) président(e) du conseil d'administration de l'O.N.E. ou son(sa) représentant(e);

8° d'un(e) représentant(e) désigné(e) par le Conseil de la jeunesse d'expression française;

9° d'un(e) représentant(e) désigné(e) par le Conseil communautaire de l'Aide à la jeunesse;

10° d'un(e) représentant(e) désigné(e) par le Conseil d'avis de l'O.N.E.;

11° du délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant ou de son(sa) représentant(e);

12° d'un(e) représentant(e) désigné(e) par chaque membre du Gouvernement;

13° du personnel de rang 12 de l'Observatoire.

Le comité d'accompagnement peut également associer à ses travaux un ou plusieurs experts, qui en sont membres.

Le comité d'accompagnement est présidé par le Secrétaire général ou le membre du comité qu'il désigne à cette fin.

Le fonctionnement du comité est arrêté par le Gouvernement sur la proposition du comité.

Les membres visés à l'alinéa 2, 8°, 9°, 10° et 12°, qui perdent la qualité en laquelle ils ont été désignés, cessent d'exercer leurs fonctions; leur remplacement est assuré aux mêmes conditions.

### CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 10.** Les membres du groupe permanent CIDE, hormis ceux représentant le Conseil, le Gouvernement, le Délégué général aux droits de l'enfant et les administrations ainsi que les membres du comité d'accompagnement visés à l'article 9, alinéa 2, 8°, 9° et 10°, bénéficient d'un jeton de présence par séance de travail, ainsi que du remboursement des frais de parcours et de séjour pour leur participation aux réunions. Le Gouvernement fixe le montant de ces jetons de présence et indemnités de parcours et de séjours.

**Art. 11.** Le Gouvernement arrête les modalités d'exécution du présent décret.

**Art. 12.** La section 1re et la section 2 du chapitre 1<sup>er</sup> et le chapitre II de l'arrêté du 8 juin 1998 du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse sont abrogés.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 mai 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,  
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial  
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

Notes

(1) *Sessions 2003-2004.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 546-1. — Amendements de commissions, n° 546-2. — Rapport, n° 546-3.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 5 mai 2004.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2215

[C — 2004/29203]

**12 MEI 2004.** — **Decreet houdende de oprichting van het « Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse »** (1)

Het Parlement heeft aangenomen en wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** In dit decreet moet verstaan worden onder :

1° Raad : de Raad van de Franse Gemeenschap;

2° Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap;

3° Observatorium : het Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse;

4° « O.N.E. » : het Office de la Naissance et de l'Enfance;

5° Algemeen Secretaris : de Algemeen Secretaris van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

**Art. 2.** Wordt opgericht bij de Regering van de Franse Gemeenschap, een Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse.

Het Observatorium, de andere diensten van de Regering en het « O.N.E. » werken nauw samen.

HOOFDSTUK II. — *Opdrachten*

**Art. 3.** Het Observatorium heeft de volgende opdrachten :

1° het permanent opstellen van een inventaris :

a) van de beleidssnoeren en de maatschappelijke gegevens op vlak van kind, jeugd en jongerenhulp voor wat betreft de gezondheid, de vrijetijdsbesteding, de uitdrukkingsvormen en de participatie, de opvang van kinderen en jongeren, afhaken op school, adoptie alsook de personen bedoeld in artikel 2 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

b) van de instellingen en verenigingen die bevoegd zijn op vlak van kind en jeugd en hulpverlening aan de jeugd, het gebruik en de toegankelijkheid ervan;

2° het uitwerken van indicatoren die verbonden zijn aan de maatschappelijke gegevens bedoeld onder 1°;

3° het uitbrengen van adviezen rond om het even welke vraag die betrekking heeft op de materies die het behandelt, op initiatief of op vraag van de Regering, van een lid van de Regering, van de Algemeen Secretaris of van de Administrateur generaal van het « O.N.E. »;

4° het uitvoeren of het opdracht geven tot studies en wetenschappelijk onderzoek inzake de materies die het behandelt, op initiatief of op vraag van de Regering, van een lid van de Regering, van de Algemeen Secretaris of van de Administrateur generaal van het « O.N.E. » en het bijhouden van een inventaris van de studies en het wetenschappelijk onderzoek dat werd uitgevoerd op vlak van kind en jeugd en hulpverlening aan de jeugd in de Franse Gemeenschap;

5° de tenuitvoerlegging voor de Franse Gemeenschap van de bepalingen vervat in de artikelen 42 en 44 van de Internationale Conventie van 20 november 1989 inzake de rechten van het kind.

6° het ondersteunen en promoten van ieder initiatief dat als doelstelling de verbetering van de situatie van kinderen en jongeren in de Franse Gemeenschap heeft;

7° het doen van aanbevelingen met het oog op een verbetering van de samenwerking tussen het « O.N.E. » en de diensten van de Regering alsook tussen deze en de verenigingen.

**Art. 4.** Het Observatorium laat zijn activiteiten passen binnen het kader van het Europees netwerk van nationale observatoriums voor kinderen, namelijk « Child on Europe ». Het neemt actief deel aan de activiteiten van dit netwerk door een bijdrage te leveren aan de werking, de organisatie, de activiteiten ervan met het oog op het organiseren van een uitwisseling van informatie en gegevens en het promoten van goede acties op Europees niveau op vlak van kinderen, jeugd en hulpverlening aan de jeugd.

Het Observatorium werkt, na instemming van de bevoegde Minister, een samenwerkingsvorm uit die nodig is voor het uitvoeren van zijn opdrachten, met om het even welk internationaal of buitenlands organisme, op federaal, gemeenschappelijk, gewestelijk of lokaal niveau, die publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersonen zijn.

**Art. 5.** Teneinde de opdrachten te vervullen bedoeld in artikel 3, 4°, wordt ieder verslag van een studie of een onderzoek op vlak van kinderen, jeugd of hulpverlening aan de jeugd, dat werd uitgevoerd op initiatief van de Franse Gemeenschap of door deze laatste betaald werd, aan het Observatorium overgemaakt.

**Art. 6.** Teneinde de opdrachten te vervullen bedoeld in artikel 3, 5°, wordt binnen het Observatorium een permanente opvolgingsgroep opgericht voor de internationale Conventie van 20 november 1989 inzake de rechten van het kind, hierna de permanente groep ICRK genoemd.

De permanente groep ICRK bestaat uit vertegenwoordigers van de Regeringsleden alsook uit vertegenwoordigers van de besturen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en het « O.N.E. », van de raadgevende organen binnen de diensten voor de kinderen, de jeugd en voor hulpverlening aan de jeugd, uit de algemeen Afgevaardigde voor de kinderrechten en van de niet-gouvernementele organisaties die actief zijn op vlak van kinderrechten.

Kunnen eveneens worden uitgenodigd, de vertegenwoordigers van andere besturen, meer bepaald de Waalse en Brusselse besturen die actief zijn op vlak van kinderen en jeugd, van de Raad en om het even welke persoon of instelling van wie de kennis nuttig zou zijn;

De permanente groep ICRK verzekert, met respect voor de eigenheid en de autonomie van ieder samenstellend deel, meer bepaald :

1° de uitwisseling van informatie en overleg inzake de initiatieven en de projecten die het bevorderen en de tenuitvoerlegging van kinderrechten verzekeren, van op het lokaal niveau tot op het internationaal niveau;

2° de voorbereiding van de bijdrage van de Franse Gemeenschap aan het opstellen van het nationaal rapport bedoeld in artikel 44 van de Internationale Conventie van 20 november 1989 inzake rechten van het kind en het driejaarlijks rapport bedoeld in artikel 2 van het decreet van 28 januari 2004 tot instelling van de uitwerking van een rapport over de toepassing van de beginselen van de Internationale Conventie voor de Rechten van het Kind;

3° de analyse en de opvolging van de aanbevelingen van het Comité voor de rechten van het kind van de Verenigde Naties, meer bepaald de uitwerking van een actieplan op gemeenschapsniveau inzake de rechten van het kind;

4° de voorbereiding van de werken van de Nationale Commissie voor de rechten van het kind;

5° de inachtneming van het woord van de kinderen. De permanente groep ICRK kan onderwerkgroepen oprichten.

**Art. 7.** Ieder jaar voor dertig juni, maakt het Observatorium aan de Raad en aan de Regering een activiteitenverslag over betreffende het afgelopen jaar. Worden toegevoegd aan dit rapport dat in samenwerking met de diensten van de Regering en het « O.N.E. » wordt opgesteld, een stand van zaken betreffende kinderen, jeugd en hulpverlening voor de jeugd in de Franse Gemeenschap.

**Art. 8.** De verschillende resultaten die voorkomen uit deze opdrachten, met uitzondering van die bedoeld in het tweede lid van dit artikel, en het activiteitenverslag van het Observatorium worden ter beschikking van het publiek gesteld, meer bepaald aan de hand van een internetsite.

De adviezen bedoeld in artikel 3, 3°, alsook het onderzoek dat wordt uitgevoerd door of op vraag van het Observatorium overeenkomstig artikel 3, 4°, worden openbaar gemaakt door het Observatorium behoudens tegengesteld advies van de opdrachtgever (s) in de maand die volgt op de ontvangst bij deze laatste van een advies of een onderzoeksrapport, meer bepaald aan de hand van een internetsite.

HOOFDSTUK III. — *Het begeleidingscomité*

**Art. 9.** Een orgaan voor reflectie, oriëntering en evaluatie, begeleidingscomité geheten wordt belast met het uitbrengen van adviezen, raad en voorstellen op vraag van de Raad, de Regering, het Observatorium of initiatieven betreffende de opdrachten en de werken van het Observatorium. Het wordt eveneens belast met de goedkeuring van het activiteitenverslag bedoeld in artikel 7.

Het begeleidingscomité bestaat uit :

- 1° de Algemeen Secretaris of zijn/haar afgevaardigde;
- 2° de administrateur-generaal van het « O.N.E. » of zijn/haar afgevaardigde;
- 3° de algemeen ambtenaar die verantwoordelijk is voor Onderwijs of zijn/haar afgevaardigde;
- 4° de algemeen ambtenaar die verantwoordelijk is voor het bestuur van Hulpverlening voor de Jeugd of zijn/haar afgevaardigde;
- 5° de algemeen ambtenaar die verantwoordelijk is voor het bestuur van Jeugd of zijn/haar afgevaardigde;
- 6° de algemeen ambtenaar die verantwoordelijk is voor het bestuur Sport of zijn/haar afgevaardigde;
- 7° de voorzitter/voorzitster van het de raad van bestuur van het O.N.E of zijn/haar afgevaardigde;
- 8° een vertegenwoordiger/vertegenwoordigster aangeduid door de Conseil de la jeunesse d'expression française;
- 9° een vertegenwoordiger/vertegenwoordigster aangeduid door de Conseil communautaire de l'Aide à la Jeunesse;
- 10° een vertegenwoordiger/vertegenwoordigster aangeduid door de Adviesraad van het « O.N.E. »;
- 11° een algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind of zijn/haar afgevaardigde;
- 12° een vertegenwoordiger/vertegenwoordigster aangeduid door ieder lid van de Regering;
- 13° het personeel van rang 12 van het Observatorium;

Het begeleidingscomité kan eveneens een of meerdere experts verbinden aan zijn werken. Deze experts zijn er lid van.

Het begeleidingscomité wordt voorgezeten door de Algemeen Secretaris of een lid van het comité dat daartoe aangesteld wordt.

De werking van het comité wordt door de Regering op voorstel van het comité goedgekeurd.

De leden bedoeld in het tweede lid, 8°, 9°, 10° en 12° die niet langer beschikken over de hoedanigheid waarin zij werden aangenomen, voeren hun functie niet langer uit; hun vervanging aan dezelfde voorwaarden wordt verzekerd.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 10.** De leden van permanente groep ICRK, behalve die ter vertegenwoordiging van de Raad, de Regering, de Algemeen Afgevaardigde voor de rechten van het kind en de besturen alsook de leden van het begeleidingscomité bedoeld in artikel 9, tweede lid, 8°, 9° en 10°, verkrijgen een zittingspenning per zitting, alsook worden de verplaatsings- en verblijfkosten die aangegaan worden voor hun deelname aan de zittingen vergoed. De Regering stelt het bedrag van deze zittingspenningen en verplaatsings- en verblijfkosten vast.

**Art. 11.** De Regering legt de uitvoeringsmodaliteiten van dit decreet vast.

**Art. 12.** Afdeling 1 en afdeling 2 van het eerste hoofdstuk en hoofdstuk II van het besluit van 8 juni 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap inzake het Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse worden opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 mei 2004.

De Minister-President, belast met internationale betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,  
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,  
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs,  
Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota's

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet nr. 546-1. — Commissie amendementen nr. 546-2. — Verslag nr. 546-3.

*Integraal Verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 5 mei 2004.